

1 910 emplois, 5 000 personnes dépendent de la centrale nucléaire de Fessenheim

Le Monde.fr | 01.07.2014 à 17h47 • Mis à jour le 01.07.2014 à 18h34 |

Par **Rémi Barroux** ([/journaliste/remi-barroux/](#))



Vue de la centrale de Fessenheim, mise en service en 1977. | AFP/FREDERICK FLORIN

La centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), promise à la fermeture fin 2016 par le chef de l'Etat, génère près de 2 000 emplois directs ou induits.

Selon une étude menée conjointement par l'INSEE Alsace et la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, publiée mardi 1^{er} juillet, 850 personnes travaillent directement pour le compte d'EDF, 510 pour la sous-traitance – soit des « *prestataires de services et des fournisseurs implantés en Alsace, ou ailleurs mais employant des salariés en mission sur le site de Fessenheim* » – et 550 emplois sont « *induits par la consommation des familles de ces salariés directs ou indirects* ».

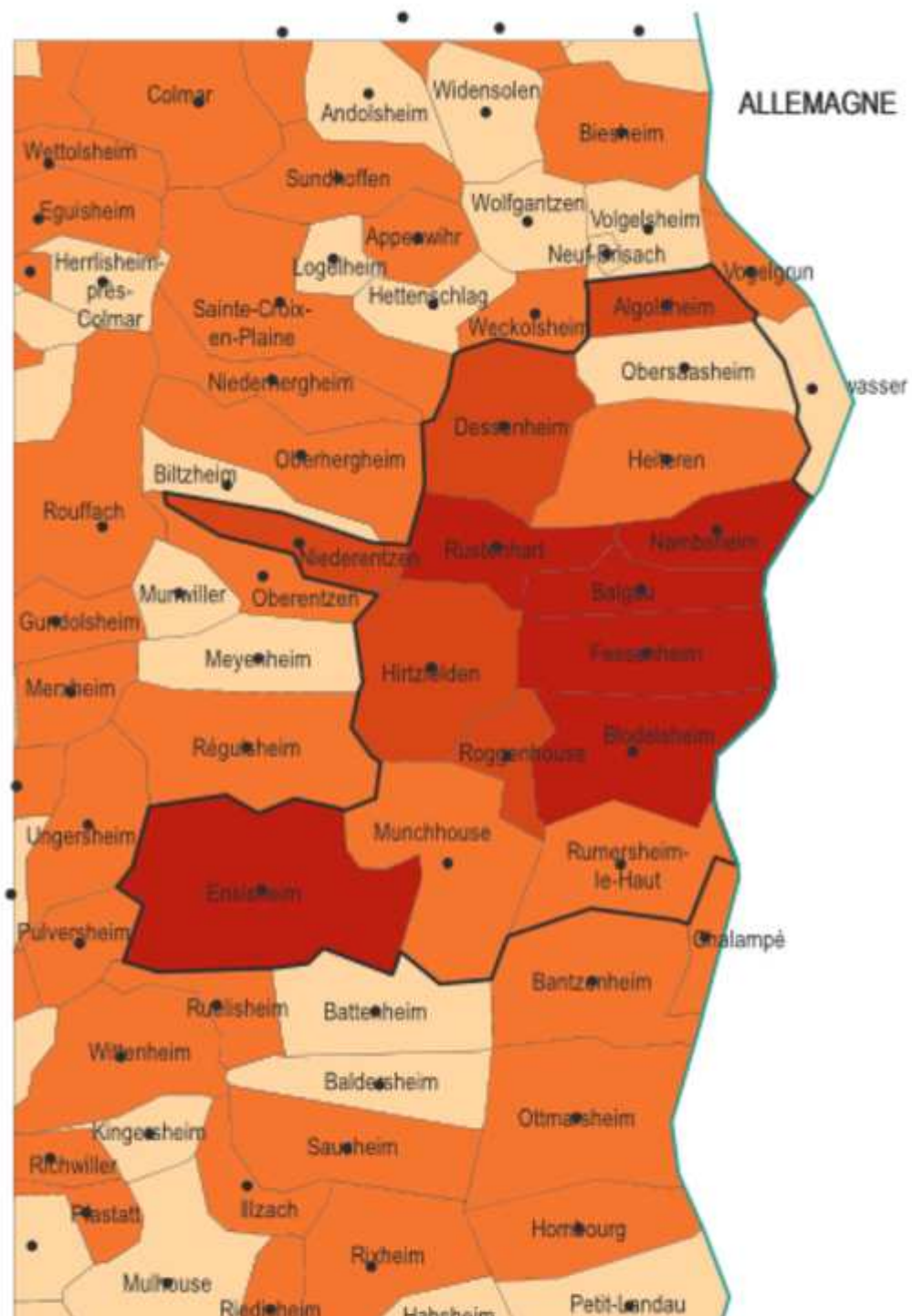
Soit, au total, 1 910 emplois, l'équivalent de 1 850 temps plein (ETP) d'après les calculs effectués à partir de données des années 2011 et 2012. Les auteurs de l'étude évaluent aussi à 5 000 le nombre de personnes dont les revenus dépendent de l'activité de la centrale nucléaire.

UN IMPACT INDÉNIABLE

Ces chiffres étaient déjà plus ou moins brandis par les opposants à la fermeture de la centrale, direction, syndicats de salariés, élus locaux ou représentants des petites et moyennes entreprises. Pour autant, l'impact en termes de perte de travail n'a pas été évalué par les statisticiens régionaux. « *Nous nous sommes arrêtés à la description du poids de la centrale en termes d'emplois, explique Jean-Pierre Courson, directeur des études de l'INSEE Alsace. L'arrêt d'une centrale, son démantèlement nécessiteraient un certain niveau d'activité, directe ou indirecte.* »

Sans anticiper sur des scénarios futurs, encore incertains, l'impact de l'activité nucléaire sur cette région à une vingtaine de kilomètres de Colmar, le long du Rhin sur la frontière avec l'Allemagne, est indéniable. Cette zone se situe à équidistance de Colmar, Mulhouse et de la ville allemande de Fribourg. Quinze communes ont été étudiées, représentant au total 22 800 habitants, dans lesquelles au minimum 2 % des emplois dépendent de la centrale voisine. Les plus impactées sont, bien sûr, Fessenheim, dont 35 % des habitants sont concernés, puis les bourgs voisins de Balgau (12%) et de Nambenheim (7,5%).

Un territoire d'impact constitué de quinze communes



EXTRÊME DÉPENDANCE VIS-À-VIS DE LA SOUS-TRAITANCE

En fait, expliquent les auteurs de l'étude, le poids de Fessenheim dans les activités des entreprises sous-traitantes est important. « *La fermeture de cet établissement affecterait l'activité des principaux sous-traitants spécialisés dans des activités de maintenance du site* », préviennent les auteurs, qui se défendent d'intervenir dans le dossier très politique de la fermeture de la centrale nucléaire la plus ancienne du parc français, mise en service en 1978.

Si 400 établissements alsaciens reçoivent des commandes de la centrale, « *six principaux concentrent 62 % des ETP et seize établissements consacrent plus de 10 % de leurs effectifs à leur prestation pour EDF* ». Ces chiffres correspondent à d'autres études menées par l'institut de statistiques sur les sites nucléaires du Tricastin (Drôme) et de Marcoule (Gard).

Ils confirment aussi l'extrême dépendance de cette activité à l'égard de la sous-traitance. La part d'emplois indirects y est bien plus élevée que dans la filière automobile par exemple : 60 % contre 37 % observés par l'INSEE lors d'une étude d'impact des sites PSA de Sochaux et Mulhouse (janvier 2010).

« AUCUN MOTEUR D'EMPLOI »

Autant dire que le dossier de la fermeture de Fessenheim reste sensible dans une région pour laquelle, écrivent les auteurs, « *aucun moteur d'emploi ne se dégage naturellement pour remplacer la centrale* ». Les « *piliers de l'emploi* » seraient alors des entreprises de transport à Ensisheim et Alolsheim, la prison, la mairie, l'hôpital... et le petit supermarché de Fessenheim.

Interrogé mardi par le quotidien régional, les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le « délégué interministériel à la fermeture de la centrale et à la reconversion du site de Fessenheim », Jean-Michel Malerba, est resté plutôt vague sur le scénario futur. La baisse du nombre d'emplois liée à la fermeture sera « *régulière* », explique-t-il. « *Nous avons déjà commencé à travailler pour faciliter aux sous-traitants de nouveaux débouchés* », promet M. Malerba.

De nouvelles idées auraient été avancées « *en interne pour accueillir de nouvelles activités et aider à la revitalisation du territoire* ». Il y a aussi les pistes avancées localement ou par le gouvernement, notamment de création d'un centre de référence sur le démantèlement des centrales nucléaires.



[\(/journaliste/remi-barroux/\)](#) **Rémi Barroux** [\(/journaliste/remi-barroux/\)](#)

Suivre

Journaliste au Monde